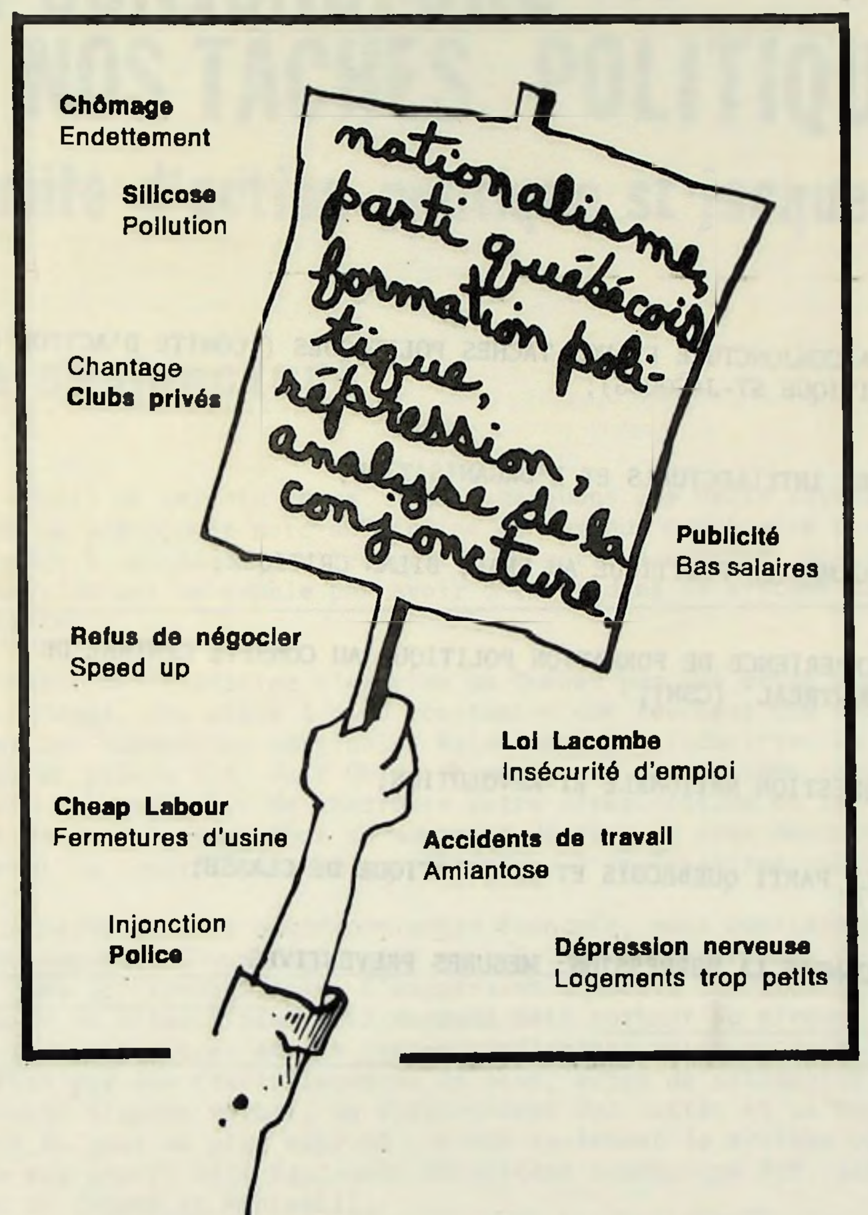
mobilisation

publié par le Comité d'Action Politique de St-Jacques,
370 A Duluth est, Montréal 843-4347



numéro 5 **25 cents**

SOMMAIRE

I) LA CONJONCTURE ET NOS TACHES POLITIQUES (COMITE D'ACTION POLITIQUE ST-JACQUES);

2) LES INTELLECTUELS ET L'ORGANISATION;

3) FORMATION POLITIQUE AU FRAP, BILAN CRITIQUE;

4) EXPERIENCE DE FORMATION POLITIQUE AU CONSEIL CENTRAL DE MONTREAL (CSN);

5) QUESTION NATIONALE ET REVOLUTION;

6) LE PARTI QUEBECOIS ET SA POLITIQUE DE CLASSE;

7) CONTRE LA REPRESSION: MESURES PREVENTIVES.

LA CONJONCTURE ET NOS TÂCHES POLITIQUES

(comité d'action politique st-jacques)

la conjoncture

Depuis un certain temps, nous remarquons une nette détérioration de l'économie nord-américaine et surtout québécoise (par rapport à certaines particularités de notre économie), une détérioration qui ne semble pas avoir d'issue dans le système capitaliste.

Cette détérioration s'exprime au Québec par une crise aigüe du chômage, des mises à pied constantes qui touchent non seulement les industries marginales mais aussi les industries du secteur de pointe (cf. Gulf Oil à Shawinigan). Le système capitaliste est incapable de contrôler cette détérioration et les forces politiques au Québec se montrent de plus en plus démunies devant le contrôle économique étranger, l'impérialisme américain.

A mesure que se détériore notre économie, nous constatons le développement d'une façon plus marquée, d'une conscience de classe chez les travailleurs. L'expression de cette conscience de classe se situe à plusieurs niveaux mais surtout au niveau des luttes économiques et des luttes syndicales: prise en main des luttes par des travailleurs de la base, actes de solidarité ayant dépassé l'appui verbal, un durcissement des luttes et un sentiment de plus en plus exprimé que non seulement le système politique est pourri mais également le système économique (cf. les luttes de Cabano et Maniwaki).

Dans ce sens, la manifestation du 29 octobre n'est pas un acte isolé mais l'expression la plus claire de la conscience de classe naissante parmi les travailleurs autour de luttes économiques. Aussi, cette importante manifestation nous a montré que dans un contexte actuel caractérisé par des problèmes économiques aigüs et l'incapacité des forces politiques de les résoudre, une répression plus marquée et plus physique se manifeste de la part des autorités; répression qui a pour but de maintenir le rapport de force en faveur de la classe dominante et de briser les tentatives de regroupement et de solidarité des travailleurs.

Les syndicats sont actuellement le lieu le plus important de mobilisation des travailleurs et en province l'expression la plus progressiste. Face à la conjoncture actuelle et le mouvement des syndiqués à la base, les dirigeants et les bureaucrates syndicaux sont amenés à prendre des positions plus radicales pour contrôler ce phénomène et faire face aux conditions objectives (exemples: le Livre Blanc de la CEQ, le Manifeste de la CSN, les déclarations de Laberge à propos des grèves illégales). Mais l'appareil et les dirigeants syndicaux ont des limites objectives parce que leur rôle est essentiellement défensif à l'intérieur du système capitaliste. Face au développement des contradictions économiques et politiques au Québec, cet appareil syndical est obligé de plus en plus de reconnaître les limites de ses luttes économiques et donc la nécessité d'une union et d'une lutte politique des travailleurs.

Cependant, dans l'étape actuelle des luttes au Québec, l'appareil syndical ne possède et ne peut posséder ni les outils théoriques, ni les expériences pratiques, ni les militants solides et implantés pour jeter les bases de l'organisation révolutionnaire des travailleurs. La base des syndiqués n'est pas encore en mesure de contrôler ou de créer un parti politique des travailleurs parce que leur conscience de classe n'est encore naissante et faite autour de préoccupations économiques et non encore politiques. Dans ce contexte, on doit bien voir que la création rapide d'un parti ouvrier (à la suite d'une conjoncture favorable) par l'appareil syndical ne peut être qu'une façon opportuniste de récupérer le mécontentement des travailleurs et ne peut déboucher que sur une politique sociale-démocrate et électoraliste dans les faits. Ceci apparaît d'autant plus nettement que les créateurs de ce parti seraient issus de l'establishment syndical, éléments qui ont déjà démontré que leurs intérêts ne sont pas les véritables intérêts de la classe ouvrière. Dans ce sens, ce parti jouera bien les règles économiques et politiques du système et se situera dans le champ électoral.

Par contre, il est clair, que nous ne pouvons ignorer les syndicats où se trouvent mobilisés une grande partie des travailleurs. Les manifestations de l'appareil syndical et des syndicalistes professionnels, d'une façon dialectique, ont un aspect positif en introduisant certains concepts à la classe ouvrière. Le Manifeste de la CSN qui pose pour la première fois d'une façon plus large la contradiction principale entre le peuple québécois et l'impérialisme américain, la prise en mains par les ouvriers des forces productives et la nécessité pour la classe des travailleurs de développer ses propres instruments; toutes ces choses vont servir à la classe ouvrière à dépasser ses propres leaders syndicaux et la social-démocratie de leur parti.

Le P.Q. comme force politique est dépassé par ce mouvement et se situe de plus en plus clairement au niveau nationaliste. Par contre, la conjoncture pousse les contradictions à l'intérieur du P.Q. par rapport à la fraction de la petite-bourgeoisie encore minoritaire qui commence à voir que leurs intérêts sont liés avec celles de la classe ouvrière et la fraction qui voit la nécessité de ne pas perdre la base électorale péquiste.

nos tâches politiques actuelles

Face à la conjoncture et tenant compte de nos forces réelles, nous pouvons dégager deux tâches essentielles:

Nous devons accélérer notre implantation auprès de la classe ouvrière en utilisant autant que possible les ouvertures offertes par la conjoncture et le mouvement syndical.

Mais il faut voir que le travail d'implantation et d'organisation n'est pas suffisant, ni le seul important. En raison de la conjoncture, il faut développer le plus possible, à la mesure de nos forces, des interventions systématiques au niveau plus large (travail de propagande essentiellement) qui fassent avancer la conscience de classe des travailleurs.

Ces interventions de propagande auront pour but le développement d'une conscience révolutionnaire et d'une façon dialectique l'accélération de notre implantation. La méthode reste à être développée selon nos moyens et nos capacités; mais cette propagande devra être axée, dans son contenu, sur le développement de la contradiction entre le peuple québécois et l'impérialisme américain, sur la nécessité, pour la classe, de se donner une organisation révolutionnaire et sur le type de société que nous proposons.

c.a.p. st-jacques

encore les intellectuels...

(Citation de K. Kautsky reprise par Lénine (Lénine, Oeuvres complètes, édition de Moscou, tome 7, pp. 339-340).)

..."A l'heure actuelle de nouveau nous nous intéressons vivement à la question de L'ANTAGONISME ENTRE INTELLECTUELS ET PROLETARIAT. Mes collègues (Kautsky est lui-même un intellectuel, littérateur et rédacteur) s'indigneront bien souvent du fait que je reconnais cet antagonisme. C'est qu'il existe de fait, et ce serait une tactique des plus irrationnelles (ici comme dans les autres cas) que d'essayer de s'en débarrasser par la négation du fait. Cet antagonisme est un antagonisme social qui tient aux classes, et non aux individus. Un capitaliste, comme un intellectuel, peut pleinement prendre part à la lutte de classe du prolétariat. Dans ce cas, l'intellectuel change aussi de caractère. Dans la suite de mon exposé, il sera question surtout, non pas des intellectuels de CE TYPE qui aujourd'hui encore font exception au sein de leur classe. Dans la suite de mon exposé, à moins que je ne fasse de réserves, JE N'ENTENDS PAR INTELLECTUEL QU'UN INTELLECTUEL ORDINAIRE QUI SE PLACE SUR LE TERRAIN DE LA SOCIETE BOURGEOISE, et qui est un représentant caractérisé de la CLASSE des intellectuels. Cette CLASSE se trouve dans un certain ANTAGONISME à l'égard du prolétariat.

Cet antagonisme est d'un autre genre que l'antagonisme entre le travail et le capital. L'intellectuel n'est pas un capitaliste. Il est vrai que son niveau de vie est celui du bourgeois et qu'il est obligé de se maintenir à ce niveau aussi longtemps qu'il n'est pas devenu un gueux, mais il est obligé en même temps de vendre le produit de son travail, et souvent même sa force de travail; il est souvent exploité par le capitaliste et subit une certaine humiliation sociale. Ainsi aucun antagonisme économique n'oppose l'intellectuel au prolétariat. Mais sa situation dans la vie, ses conditions de travail ne sont pas celles du prolétariat; de là un certain antagonisme dans l'état d'esprit et le mode de penser.

Le prolétaire n'est rien aussi longtemps qu'il reste un individu isolé. Toute sa force, toutes ses capacités de progrès, toutes ses espérances et ses aspirations, il les puise dans l'ORGANISATION, dans l'activité commune et méthodique aux côtés de ses camarades. Il se sent grand et fort lorsqu'il fait partie d'un grand et fort organisme. Cet organisme est tout pour lui; comparé à lui, l'individu isolé n'est que très peu de chose. Le prolétaire soutient sa lutte avec le plus grand esprit de sacrifice comme une parcelle de la masse anonyme, sans espoir de bénéfice personnel, de gloire personnelle; il remplit son devoir dans chaque poste, où il est placé, se soumettant librement à la discipline qui pénètre tous ses sentiments, toute sa pensée.

Il en va tout autrement pour l'intellectuel. Il lutte non point par tel ou tel emploi de la force, mais au moyen d'arguments. Son arme, c'est son savoir personnel, ses capacités personnelles, ses convictions personnelles. Il ne peut jouer un certain rôle que par ses qualités personnelles. La pleine liberté de manifester sa personnalité lui apparaît donc comme la condition première d'un travail efficace. Il ne se soumet que difficilement à un tout, comme partie auxiliaire de ce tout, il s'y soumet par nécessité, et non pas par son propre mouvement. La nécessité d'une discipline, il ne la reconnaît que pour la masse, et non pour les âmes-d'élite. Lui-même, bien entendu, se range parmi les âmes d'élite..

...La philosophie de Nietzsche, avec son culte de surhomme pour qui le tout est d'assurer le plein épanouissement de sa propre personnalité, pour qui toute soumission de sa personne à quelque grand but social apparaît banale et méprisable, cette philosophie est pour l'intellectuel sa véritable conception du monde; elle le rend tout à fait inapte à participer à la lutte de classe du prolétariat.

A côté de Nietzsche, c'est Ibsen qui est un représentant marquant de la conception du monde des intellectuels, conception qui répond à leur état d'esprit. Son docteur Stockmann (dans le drame UN ENNEMI DU PEUPLE) n'est pas un socialiste, comme se l'imaginaient beaucoup, mais le type de l'intellectuel qui doit nécessairement entrer en conflit avec le mouvement prolétarien,en général avec tout mouvement populaire, dès qu'il essaiera d'agir dans son sein. C'est parce que la base du mouvement prolétarien, comme aussi de tout mouvement démocratique, est le respect de la majorité des camarades. L'intellectuel typique à la Stockmann voit dans une MAJORITE COMPACTE une chose monstrueuse qui doit être jetée à terre.

...Le modèle idéal de l'intellectuel qui s'est entièrement pénétré de l'esprit prolétarien, qui, tout en étant un brillant écrivain, a perdu les traits spécifiques propres à la gent intellectuelle, qui sans murmurer marchait dans le rang, travaillait à chaque poste à lui confié, se consacrait entièrement à notre grande cause et méprisait les pleurnicheries débilitantes au sujet de l'écrasement de sa personnalité, que nous entendons souvent de la part des intellectuels formés dans l'esprit d'Ibsen et de Nietzsche, quand il leur arrive de rester en minorité, le modèle idéal de cet intellectuel, comme le mouvement socialiste en a besoin, était Liebknecht. On pourrait également nommer ici Marx, qui ne s'est jamais poussé en avant et se soumettait de façon exemplaire à la discipline du Parti au sein de l'Internationale, où il était plus d'une fois resté en minorité."



La pause-cigarette :
— Dépêchez-vous, camarades, la deuxième équipe de fumeurs attend la place

la formation politique...
ET DANS QUEL BUT ?

RENCONTRE INTER-MILITANTS DU 24 OCTOBRE (FRAP)

Synthèse et proposition II

PREMIERE PARTIE: Objectif, contenu et méthode de la formation des militants... * L'acquis de la Ière rencontre: confirmé et développé.

1.- Nous avons, particulièrement depuis un certain nombre de mois, un objectif, un besoin prioritaire: former des militants autonomes. Ceci est vrai pour les groupes du Frap comme pour d'autres groupes politiques à Montréal. Cet objectif immédiat se situe par rapport à un objectif à moyen terme plus global, celui de participer à mettre sur pied une organisation politique autonome des travailleurs, cette organisation étant l'instrument essentiel de lutte pour la classe des travailleurs. Le système capitaliste est organisé pour se maintenir; nous devons nous organiser pour le renverser.

2.- Face à cet objectif stratégique de première importance, nous pouvons dire que, présentement, nous en sommes à une étape de préparation. Aujourd'hui nous travaillons à jeter les bases les plus solides possible de cette organisation.

3.- C'est en fonction de cet objectif et de cette étape de préparation que nous devons définir la formation des militants. Lors de la première rencontre, nous avions dégagé l'importance de la "formation" comme un instrument essentiel de lutte; en ce sens elle devait se faire en lien direct avec une activité militante

(lien théorie-pratique). Cet aspect de la formation a évidemment été confirmé à la dernière rencontre; mais cette fois nous avons été plus loin.

4.- De façon générale, la formation politique doit viser à améliorer la pratique révolutionnaire et en même temps développer la conscience de classe chez les travailleurs. Elle est donc, de par son objectif et de par son contenu, dépendante essentiellement de l'activité d'organisation et de lutte des militants dans leur lieu d'intervention; elle sert en ce sens à expliquer plus clairement les problèmes concrets soulevés par la pratique, à les résoudre mieux, à améliorer la pratique. Elle vise donc à développer chez les travailleurs une plus grande capacité d'analyse de leurs problèmes (ce qui ne peut que faire avancer la lutte) ainsi qu'une capacité plus efficace de regrouper d'autres travailleurs.

5.- La "formation" implique donc, de façon plus globale,une meilleure connaissance: 1. du milieu d'action (syndicat, usine, bureau, quartier, société québécoise en général), 2. des contradictions du système capitaliste au Québec et leurs conséquences pour les travailleurs, 3. des formes de lutte du mouvement ouvrier, luttes défensives, offensives, etc. Ces connaissances s'acquièrent à travers un travail concret de militant; ce travail présentement en est un de préparation en vue d'une organisation politique autonome des travailleurs.

6.- Ainsi la formation est dépendante du lieu où le travail d'implantation se fait; elle doit servir à connaître le milieu et à décider comment le travail devra se faire.

7.- Le contenu de la "formation" est donc aussi reliée à l'activité militante comme telle, selon qu'elle s'adresse à des travailleurs qui militent déjà ou à des sympathisants. Mais le contenu de fond reste toujours le même, c'est-à-dire la conception et l'analyse marxiste du monde et des sociétés (textes théoriques de base, analyse marxiste faite sur le Québec par des militants, etc..).

8.- Il y a donc un travail d'étude indispensable. Au fur et à mesure qu'avance l'engagement des militants, la formation dite "théorique" devient plus intensive, le besoin étant plus ressenti... Ceci s'applique précisément aux sympathisants recrutés pour qui il est important d'amorcer un processus de formation par des instruments simples, clairs, sur des problèmes concrets (ex: court texte sur le chômage, sur l'exploitation des ouvriers dans telle usine, etc..), puis ensuite de recourir à des textes plus abstraits, plus globaux.

9.- Ainsi l'acquisition des connaissances de base du marxisme doit se faire progressivement; il faut utiliser d'étape en étape les instruments les plus adéquats. Il s'agit de se donner les moyens les plus efficaces pour se développer.

10.- Il y a, bien entendu, des travailleurs qui sont plus formés, politiquement, que d'autres et qui sont déjà réunis dans des groupes politiques. Ces militants ont une tâche importante: poursuivre leur formation politique et participer au développement de leur groupe. Ils devront voir à mettre sur pied une "structure d'accueil" pour les nouveaux militants, afin de les intégrer progressivement sur le plan politique et pratique.

* <u>Choix des textes de formation</u>:

Il y a une foule de textes théoriques marxistes ou des analyses marxistes de la conjoncture actuelle dans le monde (sur le développement du mode de production capitaliste). Nous devrons préférer les textes produits par des militants engagés dans la lutte par rapport à des textes d'universitaires. Il y a des chances pour que les analyses d'un militant soient plus collées à la réalité et donc nous la fassent mieux comprendre.

D'autre part, à propos de l'emploi des textes "classiques", nous pouvons les employer en autant que nous sachions les replacer dans le contexte où ils ont été faits et par rapport au contexte d'aujourd'hui.

DEUXIEME PARTIE: <u>La formation face à la pratique militante et l'organisation.</u>

II.- Nous venons d'énumérer les précisions qui ont été apportées quant aux objectifs et au contenu de la formation; ceci par rapport à ce qui avait été dit à la première rencontre le 29 août. Nous avons dit au paragraphe -I- de la première partie que la formation des militants et des sympathisants doit être définie par rapport à l'objectif principal du mouvement, soit: jeter les bases d'une organisation politique autonome des travailleurs à Montréal et dans le reste du Québec, et, au paragraphe -4- que la formation prend son point de départ dans la pratique. La rencontre du 24 octobre a poussé plus à fond l'importance de ces deux aspects de la formation.

12.- La formation dite "théorique et pratique" des militants est donc un objectif immédiat prioritaire. Nous la considérons comme telle parce qu'elle constitue une étape actuelle importante à l'intérieur d'une stratégie globale.

13.- Il y a donc un aspect de la formation des militants qui ressort de cette affirmation: si nous avons un objectif global à moyen terme, il faut voir comment y arriver, par quels moyens et selon quelles étapes. Nous disions le 29 août que l'organisation actuelle, ce sont les groupes politiques qui travaillent dans le même sens que nous. C'est donc par rapport à ces groupes que se pose le problème de la formation, à l'intérieur desquels elle est perçue comme prioritaire.

14.- Chaque groupe doit donc se situer par rapport à l'objectif global et analyser par quels moyens (en autres la "formation") il assurera sa consolidation et son développement. Cette réalité nous fait voir un autre objectif à un niveau plus élevé, celui de la constitution de groupes politiques autonomes.

15.- Les groupes actuels ont donc comme premier travail de se développer le plus solidement possible. A cette fin, la formation des militants des groupes est jugée prioritaire.

16.- Mais le développement de chaque groupe dépend essentiellement de sa pratique dans un milieu donné (quartier, usine, bureau , école). Quel travail, à l'heure actuelle, les militants doivent-ils faire pour s'implanter, regrouper d'autres travailleurs, préparer la lutte?

17.-Dans un groupe nouvellement formé, il est essentiel au début qu'il se fasse un travail de précision des objectifs politiques des membres; essentiel aussi que le groupe précise son orientation globale comme groupe (par rapport aux luttes des travailleurs et aux autres groupes politiques). La formation des militants du groupe se fera en fonction de cette tâche.

18.-Par la suite, le groupe verra à éclaircir les tâches politiques qu'il doit entreprendre pour se développer; phase de recrutement, de contact, de recherche approfondie sur le lieu d'intervention... Nous pouvons dire que presque tous les groupes présents à la rencontre sont rendus à l'un ou l'autre de ces stades.

19.-Naturellement le problème de la pratique et du type d'organisation que nous avons actuellement se pose avec acuité: cap de quartier... Une question se pose: où en sommes-nous pré-

sentement au niveau de l'implantation dans les quartiers par rapport aux lieux de travail? Cette question en amène une autre: par rapport à la situation politique au Québec (dont il faut faire l'analyse), quelles sont les principales tâches politiques à assumer qui assureront le developpement des groupes actuels.Les réponses à ces questions (la prochaine rencontre tentera de faire le point là-dessus) devront être données dans le cadre d'une stratégie globale que nous avons décrite jusqu'à maintenant comme une étape de préparation (jeter les bases d'une opat) mais que nous devrons définir de façon plus précise.

20.-Il faut donc que chaque groupe - par rapport à ces questions - se situe, y réponde en fonction de sa propre évolution politique et des tâches qu'il voit comme primordiales. Ce travail peut signifier la production d'une analyse qu'il sera bon de diffuser dans les autres groupes et qui pourra servir de base à d'éventuelles rencontres (en autres, la prochaine rencontre inter-militants à la mi-décembre). D'autre part il est un fait important que nous devons étudier dès maintenant, à savoir le développement inégal des différents groupes de base entre eux. Nous parlons des groupes du Frap en particulier. Nous aurons, dans les prochaines semaines, à évaluer toutes les raisons de cet état de fait et élaborer des solutions politiques favorables.

21.-Dans ce contexte, il faut envisager les relations inter-groupes comme fondamentales. Basées sur des positions politiques communes, ces relations (rencontres inter-groupes futures) auront pour but de résoudre par des échanges plus fréquents les problèmes communs qui se posent: problèmes d'implantation, de pratique militante concrète, d'analyse politique, etc.. Ces perspectives de relation, d'échange et de débat, concernent également tous les autres groupes politiques de travailleurs à Montréal et dans le reste du Québec.

22.-En fait il est essentiel que nous travaillions à briser l'isolement des groupes entre eux et que nous progressions dans le sens d'une unification des objectifs et des luttes. Ce travail peut d'abord se poser en terme de diffusion de textes (analyse partielle de la conjoncture, texte sur les objectifs actuels,textes de formation, etc..) et de rencontres...

23.-La production de textes politiques, faits selon la méthode d'analyse marxiste, pourra s'ajouter au matériel déjà disponible pour la formation des militants et constituer un apport concret au travail de vulgarisation indispensable que nous devons faire de la théorie marxiste.

TROISIEME PARTIE: Notes sur la stratégie, la recherche et la liaison...

24.-Nous avons dit le 24 octobre qu'il était indispensable que chaque groupe évalue son évolution politique et la confronte à celle des autres. Cette évaluation d'ensemble doit se faire dans le cadre d'une stratégie globale. Cette stratégie a été décrite jusqu'ici comme un ensemble de tâches prioritaires reliées entre elles dans le cadre d'une étape préparatoire à une organisation politique autonome des travailleurs.

25.-En voici les éléments qui se dégagent de la rencontre

A) Formation de militants autonomes, capables d'analyse et capables d'encadrer d'autres travailleurs;
formation de groupes autonomes.

C) Ces deux tâches de base sont reliées à cinq autres travaux plus globaux:
1. travail d'implantation dans des milieux stratégiques (à définir)
2. travail de formation théorique et pratique
3. travail de recherche des conditions objectives d'exploitation au Québec (structures économiques et classes sociales)
4. contacts systématique inter-groupes
5. se doter d'outils organisationnels essentiels

Ces éléments de base de la stratégie nécessitent pour chacun d'eux un travail d'approfondissement. Ainsi "implantation dans des milieux stratégiques" suppose une recherche globale et partielle faite par les militants afin de localiser avec justesse ces lieux et milieux et voir comment l'implantation peut se faire. Cette recherche suppose également une analyse de notre implantation et de notre organisation actuelle. Il en est de même pour "contacts systématiques inter-groupes" pour lesquels nous devons créer des structures favorables aux échanges fréquents, etc... Ainsi pour l'item "travail de recherche sur les conditions objectives", la rencontre a déjà donné des perspectives.

26.-A) Recherche sur la conjoncture au Québec

- structure économique du Québec
- les classes sociales et leurs idéologies
- le rôle actuel de l'Etat
- etc..

B) Recherche et production d'analyse d'un aspect de la conjoncture - analyse concrète-
Ex.: rôle de l'Etat au niveau de la santé
" " " scolaire

C) Recherche sur les formes d'organisation et de lutte au Québec

D) CF-feuille annexe sur les problèmes politiques

Il va sans dire que l'ensemble de ces recherches (qui contribueront à préciser et élargir nos tâches politiques) devront être diffusées et faire l'objet de rencontres (collectifs). Le développement de l'ensemble des groupes dépendra du type de relations qu'ils entretiendront entre eux. En fait nous nous rendons compte maintenant de l'importance d'un développement plus planifié des énergies militantes à travers les différents groupes. Assurer ce développement exigera que nous décidions des moyens à employer et des étapes à suivre.
Aujourd'hui il est opportun de diffuser plus systématiquement les analyses et de permettre leur critique par des échanges plus soutenus. Ces analyses produites par les groupes, portant sur leur développement, serviront à préparer la rencontre inter-militants sur la stratégie et l'organisation qui se tiendra à la mi-décembre.

AU CONSEIL CENTRAL DE MONTRÉAL : moins de discours, un peu plus de militants.

FORMATION POLITIQUE DES MILITANTS DU C.C.S.N.M.

(Rapport des permanents suite à la rencontre du 14 octobre 1971.)

Depuis juin dernier, le Conseil central de Montréal(C.S.N.) a mis sur pied des groupes d'études et de travail (G.E.T.) dans le but de développer la formation politique des militants des syndicats affiliés. De juin à septembre, il ya eu trois groupes qui se sont réunis toutes les semaines pour étudier plus spécialement le syndicalisme, son histoire, son orientation et quelques-unes de ses plus récentes luttes.

1)objectifs:

Le but de ce travail est d'élever la conscience politique des travailleurs afin que leur militantisme devienne toujours plus politique et s'ouvre finalement sur l'engagement dans des structures de luttes des travailleurs pour la conquête du pouvoir au Québec.

A plus court terme, il s'agit de développer un solide réseau de militants autonomes, c'est à-dire, capables de prendre des initiatives dans leur lieu de travail ou leur quartier, d'entrainer d'autres personnes à participer à leur réalisation et de les mener jusqu'au bout.

Dans l'immédiat, les deux groupes existants se proposent d'étudier les positions idéologiques de la C.S.N. et du Conseil Central, et aussi d'étudier leur syndicat et l'entreprise qui les emploie.

La formation politique des militants consiste essentiellement en l'acquisition d'une plus grande capacité d'analyse et de compréhension plus justes de la situation de classe des travailleurs dans le présent système social et, en même temps, en la capacité d'intervenir correctement dans des situations particulières à l'usine ou dans le quartier et finalement de mener une action politique continue en vue de mettre fin au régime d'exploitation et de bâtir la société socialiste.

Toute entreprise de formation politique est nécessairement liée à des activités (une pratique) politiques, c'est-à-dire, une forme quelconque d'intervention militante dans un milieu donné, un syndicat, un CAP, un comité de locataires, une organisation politique,etc.

Il ne s'agit pas de créer une école (qu'elle soit passive ou active!) de militants, mais de favoriser le développement chez les militants de capacités nouvelles de compréhension, d'analyse, de critique et de décision, afin que leur action revête progressivement tous les caractères du militantisme ouvrier authentique, c'est-à-dire d'un militantisme appuyé sur une pensée politique juste et orienté strictement dans le sens d'une transformation radicale de la société.

Une telle ligne politique "juste" ne saurait être établie à l'avance, de façon purement théorique. C'est de la"pratique politique" seulement que peut se dégager cette ligne politique, par le moyens des discussions menées au cours des séances de formation. La formation idéologique ou théorique ne peut être conçue comme une activité isolée . La théorie doit toujours demeurer au service de la pratique. C'est la théorie qui doit permettre aux militants d'arriver à ce que leur pratique soit correctement menée pour que le but recherché soit finalement atteint. En d'autres termes, notre but n'est pas, par exemple,de bien connaitre la société actuelle, mais de la transformer. Cependant, pour arriver à ce but, la connaissance de la société est nécessaire.

2)formule et contenu de travail des G.E.T. :

La formule et le contenu du travail des G.E.T. sont liés aux objectifs poursuivis et aux acti-

vités actuelles des militants. On a mentionné la nécessité pour les G.E.T.d'acquérir une méthode d'analyse des problèmes particuliers en même temps que de la situation globale des classes laborieuses. Cette méthode essentielle sera partiellement acquise par l'étude collective du document de la C.S.N. intitulé "Ne comptons que sur nos propres moyens". Dès que l'étude de ce texte soulèvera des problèmes théoriques, le responsable du groupe devra être en mesure de référer les militants à des textes de base, comme par exemple,"L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme" de Lénine,"Salaires, Prix et Profit" de Marx, etc.

Toutefois, ce type de travail théorique sera fait en rapport constant avec les problèmes rencontrés par les militants dans leur milieu. Pour atteindre ce but, les séances de formation devraient commencer par un tour de table au cours duquel chacun des militants pourra attirer l'attention des autres sur un aspect de son travail, soit une difficulté particulière, soit un problème théorique, soit le récit d'une action réussie. A partir de là, le responsable pourra diriger un échange sur l'un ou l'autre de ces problèmes concrets et surtout il devra au cours de la période consacrée au travail théorique proprement dit,faire ressortir le cas échéant, les liens entre la théorie et la pratique.

En résumé, la formule de travail des G.E.T. consiste à réunir périodiquement (tous les 15 jours) des groupes de 8 à 12 militants, qui prennent une partie de la soirée (45 minutes environ) à faire le point sur leurs activités propres et à en discuter un ou deux aspects et qui, dans une deuxième partie plus longue, font l'étude collective d'un texte théorique déterminé d'avance et qu'un des militants présente au groupe avec ses commentaires, ses remarques et ses questions afin de démarrer la discussion.

Quant au contenu, les groupes vont d'abord se consacrer à l'étude critique du document de la C.S.N. "Ne comptons que sur nos propres moyens". Il faut prévoir d'autres textes, qui seraient choisis au fur et à mesure du développement des groupes.

Parallèlement à ce travail idéologique, les militants entendent mener une étude systématique de leur syndicat et de l'entreprise où ils travaillent suivant la formule dite d'enquête dont les modalités restent à préciser.

3) retour "actif" dans les syndicats:

Les militants se sentent la plupart du temps démunis devant l'immense travail de réveil et de sensibilisation à faire dans leur syndicat. Tous signalent amèrement l'indifférence des syndiqués aux problèmes du syndicalisme et même des classes laborieuses en général.

Plus particulièrement, ils se décourageraient facilement devant un échec (par exemple, tentative de journal, d'assemblée, d'action); ils ressentiraient fortement l'éloignement de la base de l'establishment syndical; etc. Tous ces problèmes ont été soulevés dans les groupes au cours de l'été. On y a aussi fait une critique assez poussée du syndicalisme actuel, tant des syndicats locaux que de la C.S.N.

Cette critique du syndicalisme dans les G.E.T. ne peut déboucher que sur une tentative de la transformer de la part des militants. C'est là un aspect important de notre objectif: que les militants des G.E.T.deviennent progressivement les agents de la transformation du syndicalisme québécois.

Dans la mesure où la formation politique sera pratiquée suivant les points de repère énoncés aux paragraphes I et II, le "retour actif"dans les syndicats devrait présenter beaucoup moins de problèmes. Le militant engagé dans un travail de formation ainsi conçu n'est pas détaché de ses activités de militants.Il se forme en militant, il se forme par le militantisme,c'est-à-dire en faisant la critique (analyse et décision) de son action suivant des critères, une idéologie, une théorie qui se précisent et se développent constamment grâce au travail théorique collectif des G.E.T.

Le militant des G.E.T. se forme pour mieux militer. Il pourra être amené à modifier la forme et le lieu de son action, mais il ne devrait en aucun cas être "déraciné"par la formation, ni "déraciné"pour se former.

4) développement des G.E.T. :

La réunion du 14 octobre dernier a été l'occasion d'un réajustement dans l'organisation des G.E.T. Les trois groupes initiaux n'en forment plus maintenant que deux d'une douzaine de membres chacun, ce qui constitue un maximum. Un troisième groupe est en voie de formation.

La composition des groupes pourrait présenter des difficultés. Il est sûr que le travail est plus facile dans un groupe relativement homogène quant à l'âge et à l'occupation des militants. Il convient donc de retenir ce critère dans la création des nouveaux G.E.T.

En revanche comme le but de la formation est l'élévation du niveau de conscience politique des classes laborieuses, il est souhaitable que le plus rapidement possible les militants acquièrent la capacité de travailler efficacement au sein d'un groupe relativement hétérogène.

Finalement, il s'agit là d'un problème pratique dont la solution pourra être différente suivant les situations concrètes rencontrées.

En principe, on doit tendre au départ à l'homogénéité des groupes. Mais il faudra savoir profiter d'une situation différente chaque fois qu'elle se présentera. Les difficultés qui pourraient en résulter seront vite aplanies si on accepte d'appliquer les règles de fonctionnement ébauchées au paragraphe 3.

Comme il est mentionné ailleurs, un effort soutenu sera fait fait pour lier toujours davantage théorie et pratique, formation et activité de militant.

La chose sera rendue plus facile par le fait que c'est un document de la C.S.N."Ne comptons que sur nos propres moyens"qui sera à la base de la discussion et que ce document devrait être connu de tous les syndiqués d'ici le congrès de juin 72 de la CSN. Les militants des G.E.T.

3) retour "actif" dans les syndicats :

Les militants se sentent la plupart du temps démunis devant l'immense travail de réveil et de sensibilisation à faire dans leur syndicat. Tous signalent amèrement l'indifférence des syndiqués aux problèmes du syndicalisme et même des classes laborieuses en général.

Plus particulièrement, ils se décourageraient facilement devant un échec (par exemple, tentative de journal, d'assemblée, d'action); ils ressentiraient fortement l'éloignement de la base de l'establishment syndical; etc. Tous ces problèmes ont été soulevés dans les groupes au cours de l'été. On y a aussi fait une critique assez poussée du syndicalisme actuel, tant des syndicats locaux que de la C.S.N.

Cette critique du syndicalisme dans les G.E.T. ne peut déboucher que sur une tentative de la transformer de la part des militants. C'est là un aspect important de notre objectif: que les militants des G.E.T.deviennent progressivement les agents de la transformation du syndicalisme québécois.

Dans la mesure où la formation politique sera pratiquée suivant les points de repère énoncés aux paragraphes I et II, le "retour actif"dans les syndicats devrait présenter beaucoup moins de problèmes. Le militant engagé dans un travail de formation ainsi conçu n'est pas détaché de ses activités de militants.Il se forme en militant, il se forme par le militantisme,c'est-à-dire en faisant la critique (analyse et décision) de son action suivant des critères, une idéologie, une théorie qui se précisent et se développent constamment grâce au travail théorique collectif des G.E.T.

Le militant des G.E.T. se forme pour mieux militer. Il pourra être amené à modifier la forme et le lieu de son action, mais il ne devrait en aucun cas être "déraciné"par la formation, ni "déraciné"pour se former.

4) développement des G.E.T. :

La réunion du 14 octobre dernier a été l'occasion d'un réajustement dans l'organisation des G.E.T. Les trois groupes initiaux n'en forment plus maintenant que deux d'une douzaine de membres chacun, ce qui constitue un maximum. Un troisième groupe est en voie de formation.

La composition des groupes pourrait présenter des difficultés. Il est sûr que le travail est plus facile dans un groupe relativement homogène quant à l'âge et à l'occupation des militants. Il convient donc de retenir ce critère dans la création des nouveaux G.E.T.

En revanche comme le but de la formation est l'élévation du niveau de conscience politique des classes laborieuses, il est souhaitable que le plus rapidement possible les militants acquièrent la capacité de travailler efficacement au sein d'un groupe relativement hétérogène.

Finalement, il s'agit là d'un problème pratique dont la solution pourra être différente suivant les situations concrètes rencontrées.

En principe, on doit tendre au départ à l'homogénéité des groupes. Mais il faudra savoir profiter d'une situation différente chaque fois qu'elle se présentera. Les difficultés qui pourraient en résulter seront vite aplanies si on accepte d'appliquer les règles de fonctionnement ébauchées au paragraphe 3.

Comme il est mentionné ailleurs, un effort soutenu sera fait fait pour lier toujours davantage théorie et pratique, formation et activité de militant.

La chose sera rendue plus facile par le fait que c'est un document de la C.S.N."Ne comptons que sur nos propres moyens"qui sera à la base de la discussion et que ce document devrait être connu de tous les syndiqués d'ici le congrès de juin 72 de la CSN. Les militants des G.E.T.

devraient jouer un rôle important dans la diffusion et l'étude de cetexte, dont la publication a été très bien accueuillie par les G.E.T.qui y trouvent les grandes lignes de leur orientation idéologique,se réservant la possibilité d'en faire la critique après l'avoir étudié dans le détail.

A ce document et aux autres déclarations de principes de la C.S.N. et du Conseil central,s'ajouteront progressivement d'autres textes, d'autres études grâce à la création en cours d'un Centre de recherche et de Documentation qui a pour tâche, entre autres, de fournir aux G.E.T.les instruments de travail dont ils feront la demande au cours des mois à venir. Ce centre recueillera de la documentation et s'efforcera de faire entreprendre des recherches particulières par des chercheurs et des étudiants.

A l'avenir, les G.E.T. se réuniront tous les 15 jours et chacun d'eux fonctionnera sous la responsabilité d'un militant et non plus d'un permanent du Conseil Central.

En conclusion. le travail des G.E.T. n'en est encore qu'à ses débuts, mais on a de bonnes raisons de croire en leur développement rapide. Les travailleurs devraient bientôt pouvoir y venir en grand nombre et y trouver l'instrument dont ils ont besoin pour améliorer sensiblement la qualité et l'efficacité de leur militantisme.

Montréal le 22 octobre 1971.

QUESTION NATIONALE et RÉVOLUTION

l'arme de la théorie

Notre agenda comprend des thèmes dont l'importance et le relief sont indiscutables et à travers lesquels se détache une préoccupation dominante: la lutte. Nous observons cependant qu'un genre de lutte pour nous fondamental n'est pas mentionné d'une façon expresse dans ce programme de travail bien que nous soyons certains qu'il soit présent à l'esprit de ceux qui l'ont élaboré. Nous voulons parler de la lutte contre nos propres faiblesses. D'autres cas diffèrent des nôtres, cependant notre expérience nous enseigne que dans le contexte général de la lutte quotidienne, quelles que soient les difficultés créées par l'ennemi, cette lutte contre nous-mêmes est la plus difficile aussi bien au moment présent que dans l'avenir de nos peuples. Cette lutte est l'expression des contradictions internes de la réalité économique, sociale et culturelle (et donc historique) de chacun de nos pays. Nous sommes convaincus que toute révolution nationale ou sociale qui ne possède pas comme base fondamentale la connaissance adéquate de cette réalité risque beaucoup d'être condamné à l'échec.

Quand le peuple africain affirme dans sa langue simple, que "pour chaude que soit l'eau de la source, elle ne cuira pas ton riz", il énonce avec une singulière simplicité un principe fondamental non seulement de physique, mais aussi de science politique. Nous savons en effet que le déroulement d'un phénomène en mouvement, quel que soit son conditionnement extérieur, dépend principalement de ses caractéristiques intérieures. Nous savons aussi que, sur le plan politique -même si la réalité des autres est plus belle et attrayante- notre propre réalité ne peut être vraiment transformée que par sa connaissance concrète, par nos efforts et par nos propres sacrifices. Il est bon de se rappeler, dans cette ambiance tri-

continentale où les expériences et les exemples abondent, que, si grande que soit la similitude des cas en présence et l'identité de nos ennemis, la libération nationale et la révolution sociale ne sont -malheureusement ou heureusement- pas des marchandises d'exportation; elles sont -et chaque jour davantage- le produit d'élaboration locale, nationale, plus ou moins influencées par des facteurs extérieurs favorables et défavorables mais essentiellement déterminées et conditionnées par la réalité historique de chaque peuple, et consolidées par la victoire ou la solution correcte des contradictions internes entre les diverses catégories qui caractérisent cette réalité. Le surgissement de la Révolution Cubaine, qui se déroule à une centaine et quelques kilomètresde la plus grande force impérialiste et anti-socialiste de tous les temps, nous semble être, dans son contenu et dans sa forme d'évolution, une illustration pratique et concluante de la validité du principe déjà mentionné...

Le défaut idéologique, pour ne pas dire le manque total d'idéologie, au sein des mouvements de la libération nationale -ce qui se justifie à la base par l'ignorance de la réalité historique que ces mouvements prétendent transformer- constitue une des plus grandes, si non la plus grande faiblesse de notre lutte contre l'impérialisme...

C'est dans l'intention de contribuer, bien que modestement, à ce débat, que nous présentons ici notre opinion sur les fondements et les objectifs de la libération nationale en rapport avec la structure sociale. Cette opinion nous est dictée par notre expérience dans la lutte et l'appréciation critique d'autres expériences. A ceux qui voient en elle un caractère théorique, il nous faut rappeler que toute pratique engendre une théorie. Et que, s'il est vrai qu'une révolution peut échouer, même alimentée par des théories parfaitement conçues, personne n'a encore réalisé une révolution victorieuse sans théorie révolutionnaire.

la luttes des classes

Ceux qui affirment -en ce qui nous concerne, avec raison- que la force motrice de l'histoire est la lutte de classes, seraient certainement d'accord pour réviser cette affirmation, afin de la préciser et de lui donner un champ d'application encore plus vaste, s'ils connaissaient plus profondément les caractéristiques essentielles de certains peuples colonisés, c'est-à-dire, dominés par l'impérialisme. En effet, dans l'évolution

générale de l'humanité et de chacun des peuples qui la composent, les classes n'apparaissent ni comme un phénomène généralisé et simultané dans la totalité de ces groupes, ni comme un tout achevé, parfait, uniforme et spontané. La définition de classes au sein d'un groupe ou de plusieurs groupes humains est une conséquence fondamentale du développement progressif des forces productives et des caractéristiquesde la distribution des richesses produites par ce groupe ou dérobées à d'autres groupes. C'est-à-dire que le phénomène socio-économique classe surgit et se développe en fonction d'au moins deux variables essentielles et interdépendantes: le niveau des forces productives et le régime de propriété des moyens de production. Ce développement s'opère lentement, graduellement et d'une manière inégale, par des variations quantitatives et généralement peu perceptibles des composantes fondamentales, processus qui, à partir d'un certain degré d'accumulation, aboutit à un saut qualitatif se traduisant par l'apparition des classes et du conflit entre les classes.

Des facteurs extérieurs à un ensemble socio-économique en mouvement donné, peuvent influencer, d'une manière plus ou moins significative, le processus de développement des classes, en l'accélérant, en le freinant, voire en provoquant des régressions. Quand, pour une raison quelconque, cesse l'influence de ces facteurs, le processus reprend son indépendance, et son rythme se détermine alors non seulement par les caractéristiques internes spécifiques de l'ensemble, mais aussi, par la résultante de l'effet sur lui produit par l'action temporaire des facteurs extérieurs. Sur le plan strictement intérieur, le rythme du processus peut varier, mais reste continu et progressif. Les progrès brusques sont possibles seulement en fonction d'altérations violentes -transformations- du niveau des forces productives ou du régime de la propriété. Ces transformations violentes opérées à l'intérieur du processus de développement des classes, comme résultat de changements survenus au niveau des forces productives ou dans le régime de propriété, il a été convenu de les appeler en langage économique et politique: révolutions...

l'impérialisme et l'histoire des peuples

Ce qui a été dit sur la réalité actuelle nous permet d'admette que l'histoire d'un groupe humain ou de l'humanité se développe au moins en trois phases: à la première correspond un bas niveau des forces productives, de la domination de l'homme sur la nature; le mode de production a un caractère élémentaire, il n'existe pas encore d'appropriation privée des moyens de production, il n'y a pas de classes, ni, par conséquent, de lutte de classes; dans la seconde, l'élévation du niveau des forces productives conduit à l'appropriation privée des moyens de production, complique progressivement le mode de production, provoque des conflits d'intérêt au sein de l'ensemble socio-économique en mouvement, rend possible l'apparition du phénomène classe et par là, la lutte de classes, expression sociale de la contradiction dans le domaine économiqueentre,le mode de production et l'appropriation privée des moyens de production; la troisième, laquelle, à partir d'un niveau donné des forces productives, rend possible et réalise la liquidation de l'appropriation privée des moyens de production, l'élimination du phénomène classe et donc, de la lutte de classes, et se déchaînent alors des forces nouvelles et ignorées dans le processus historique de l'ensemble socio-économique...

Au niveau de l'humanité ou d'une partie de l'humanité (groupes humains d'une même région, d'un ou plusieurs continents), ces trois phases (ou deux d'entre elles) peuvent être simultanées comme le prouve la réalité actuelle aussi bien que le passé. Ceci résulte du développement inégal des sociétés humaines, soit pour des raisons internes ou soit par l'influence accélératrice ou retardatrice sur leur évolution d'un ou plusieurs facteurs extérieurs. D'autre part, dans le processus historique d'un ensemble socio-économique donné, chacune des phases dont nous avons parlé contient à partir d'un certain niveau de transformation, les germes de la phase suivante.

Nous devons faire remarquer aussi que, dans la phase actuelle de la vie de l'humanité et pour un ensemble socio-économique donné, la succession dans le temps des trois phases caractéristiques n'est pas indispensable. Quel que soit le niveau actuel de ses forces productives et de la structure sociale qui la caractérise, une société peut franchir rapidement les étapes définies et appropriées aux réalités concrètes locales (historiques et humaines) pour arriver à une phase supérieure d'existence. Ce progrès dépend des possibilités concrètes du développement de ses forces productives et il est lui-même conditionné principalement par la nature du pouvoir politique qui dirige cette société, c'est-à-dire, par le genre d'Etat ou, si l'on veut, par le caractère de la classe ou des classes qui dominent au sein de cette société...

Nous voyons donc que nos peuples, quels que soient les stades de leur développement économique, ont leur propre histoire. Quand ils ont été soumis à la domination impérialiste, le processus historique de chacun de nos peuples (ou des groupes humains

pe au moins en trois phases: à la première correspond un bas niveau des forces productives, de la domination de l'homme sur la nature; le mode de production a un caractère élémentaire, il n'existe pas encore d'appropriation privée des moyens de production, il n'y a pas de classes, ni, par conséquent, de lutte de classes; dans la seconde, l'élévation du niveau des forces productives conduit à l'appropriation privée des moyens de production, complique progressivement le mode de production, provoque des conflits d'intérêt au sein de l'ensemble socio-économique en mouvement, rend possible l'apparition du phénomène classe et par là, la lutte de classes, expression sociale de la contradiction dans le domaine économiqueentre,le mode de production et l'appropriation privée des moyens de production; la troisième, laquelle, à partir d'un niveau donné des forces productives, rend possible et réalise la liquidation de l'appropriation privée des moyens de production, l'élimination du phénomène classe et donc, de la lutte de classes, et se déchaînent alors des forces nouvelles et ignorées dans le processus historique de l'ensemble socio-économique...

Au niveau de l'humanité ou d'une partie de l'humanité (groupes humains d'une même région, d'un ou plusieurs continents), ces trois phases (ou deux d'entre elles) peuvent être simultanées comme le prouve la réalité actuelle aussi bien que le passé. Ceci résulte du développement inégal des sociétés humaines, soit pour des raisons internes ou soit par l'influence accélératrice ou retardatrice sur leur évolution d'un ou plusieurs facteurs extérieurs. D'autre part, dans le processus historique d'un ensemble socio-économique donné, chacune des phases dont nous avons parlé contient à partir d'un certain niveau de transformation, les germes de la phase suivante.

Nous devons faire remarquer aussi que, dans la phase actuelle de la vie de l'humanité et pour un ensemble socio-économique donné, la succession dans le temps des trois phases caractéristiques n'est pas indispensable. Quel que soit le niveau actuel de ses forces productives et de la structure sociale qui la caractérise, une société peut franchir rapidement les étapes définies et appropriées aux réalités concrètes locales (historiques et humaines) pour arriver à une phase supérieure d'existence. Ce progrès dépend des possibilités concrètes du développement de ses forces productives et il est lui-même conditionné principalement par la nature du pouvoir politique qui dirige cette société, c'est-à-dire, par le genre d'Etat ou, si l'on veut, par le caractère de la classe ou des classes qui dominent au sein de cette société...

Nous voyons donc que nos peuples, quels que soient les stades de leur développement économique, ont leur propre histoire. Quand ils ont été soumis à la domination impérialiste, le processus historique de chacun de nos peuples (ou des groupes humains

qui constituent chacun d'eux) a été soumis à l'action violente d'un facteur extérieur. Cette action -l'impact de l'impérialisme sur nos sociétés- ne pouvaient qu'influencer le processus de développement des forces productives de nos pays et la structure sociale de nos peuples, de même que le contenu et la forme de nos luttes de libération nationale...

un aperçu de l'impérialisme

Nous dirons simplement que l'impérialisme peut être défini comme l'expression mondiale de la recherchede bénifices et l'obtention de plus-valuestoujours plus grandes de la part du capitalmonopoliste et financier, accumulés dans deux régions du monde: en Europe d'abord et par la suite en Amérique du Nord. Et si nous voulons situer le fait impérialiste dans la trajectoire générale de l'évolution de ce facteur transcendant qui a modifié la face du monde, le capital et le processus de son accumulation, nous pourrions dire que l'impérialisme est la piraterie transplantée des océans à la terre ferme, piraterie réorganisée, consolidée et adaptée à l'objectif de l'exploitation des ressources matérielles et humaines de nos peuples. Mais si nous avons été capables d'analyser avec sérénité le phénomène impérialiste, nous ne scandaliserons personne en reconnaissant que l'impérialisme -tout prouve qu'il est, en réalité, la dernière phase de l'évolution du capitalisme- a été une nécessité historique, une conséquence de l'essor des forces productives et des transformations des moyens de production dans le contexte général de l'humanité, considérée comme un tout en mouvement. Une nécessité, comme le sont, actuellement, la libération nationale des peuples, la destruction du capitalisme et l'avènement du socialisme...

libérer les forces productives

Ces tranformations plus ou moins sensibles de la structure sociale, déterminée par une augmentation appréciable du niveau des forces productives, ont une influence directe sur le proces-

qui constituent chacun d'eux) a été soumis à l'action violente d'un facteur extérieur. Cette action -l'impact de l'impérialisme sur nos sociétés- ne pouvaient qu'influencer le processus de développement des forces productives de nos pays et la structure sociale de nos peuples, de même que le contenu et la forme de nos luttes de libération nationale...

un aperçu de l'impérialisme

Nous dirons simplement que l'impérialisme peut être défini comme l'expression mondiale de la recherchede bénifices et l'obtention de plus-valuestoujours plus grandes de la part du capitalmonopoliste et financier, accumulés dans deux régions du monde: en Europe d'abord et par la suite en Amérique du Nord. Et si nous voulons situer le fait impérialiste dans la trajectoire générale de l'évolution de ce facteur transcendant qui a modifié la face du monde, le capital et le processus de son accumulation, nous pourrions dire que l'impérialisme est la piraterie transplantée des océans à la terre ferme, piraterie réorganisée, consolidée et adaptée à l'objectif de l'exploitation des ressources matérielles et humaines de nos peuples. Mais si nous avons été capables d'analyser avec sérénité le phénomène impérialiste, nous ne scandaliserons personne en reconnaissant que l'impérialisme -tout prouve qu'il est, en réalité, la dernière phase de l'évolution du capitalisme- a été une nécessité historique, une conséquence de l'essordes forces productives et des transformations des moyens de production dans le contexte général de l'humanité, considérée comme un tout en mouvement. Une nécessité, comme le sont, actuellement, la libération nationale des peuples, la destruction du capitalisme et l'avènement du socialisme...

libérer les forces productives

Ces tranformations plus ou moins sensibles de la structure sociale, déterminée par une augmentation appréciable du niveau des forces productives, ont une influence directe sur le processus historique de l'ensemble socio-économique en question. Tandis que dans le colonialisme classique ce processus est stoppé , la domination néo-colonialiste, en permettant le réveil de la dynamique sociale (des conflits d'intérêts dans les couches sociales autochtones ou de la lutte des classes) crée l'illusion que le processus historique retourne à une révolution normale. Cette illusion se renforcera par l'existence d'un pouvoir politique (Etat national) composé par des éléments autochtones. Ce n'est là en fait qu'illusions, car en réalité, l'inféodation de la classe"dirigeante " locale à la classe dirigeante du pays dominateur, limite ou empêche le développement des forces productives nationales. Mais dans les conditions concrètes de l'économie mondiale de notre temps, cette dépendance est une fatalité et par conséquence la pseudo-bourgeoisie locale, quel que soit le degré de son nationalisme, ne peut exercer efficacement sa fonction historique; elle ne peut orienter "librement" le développement des forces productives; en un mot, elle ne peut être "bourgeoisie nationale". Or, comme on l'a vu, les forces productives sont le moteur de l'histoire, et la liberté totale du processus de sondéveloppement est la condition indispensable à son plein fonctionnement.

On voit, par conséquent, que, tant dans le colonialisme que dans le néo-colonialisme, la caractéristique essentielle de la domination impérialiste demeure:négation du processus historique du peuple dominé, au moyen de l'usurpation violente de la liberté du processus de développement des forces productives nationales.

Cette constatation, qui identifie dans son essence les deux formes apparentes de domination impérialiste, nous paraît être d'une importance primordiale pour la pensée et l'action des mouvements de libération, tant au cours de la lutte qu'après la conquête de l'indépendance.

Nous basant sur ce qui a été dit, il est possible d'affirmer que la libération nationale est le phénomène consistant,dans son ensemble socio-économique déterminé, à nier la négation de son processus historique. En d'autres termes, la libération nationale d'un peuple est la reconquête de la personalité historique de ce peuple, elle est son retour à l'histoire au moyen de la destruction de la domination impérialiste à laquelle il était soumis.

Nous avons vu que l'usurpation de la liberté du processus de développement des forces productives de l'ensemble socio-économique dominé, constitue la caractéristique principale et permanente de la domination impérialiste, quelque soit sa forme. Nous avons vu également que seule cette liberté et elle seule peut garantir la normalisation du processus historique d'un peuple. Par conséquent, nous pouvons conclure qu'il y a libération nationale quand et seulement quand les forces productives nationales sont libérées de toute espèce de domination étrangère...

libération nationale : RÉVOLUTION

Il est commun de dire que la libération nationale se base sur le droit de tous les peuples à disposer librement de leur destin et que l'objectif de cette libération est l'obtention de l'indépendance nationale. Quoique nous ne soyons pas en désaccord avec cette manière vague et subjective d'exprimer une réalité complexe, nous préférons être objectifs, car pour nous, les bases de la libération nationale, quelle que soient les formules adoptées au niveau du droit international, résident dans le droit inaliénable de chaque peuple à avoir sa propre histoire et l'objectif de la libération nationale est la reconquête de ce droit usurpé par l'impérialisme, à savoir la libération du processus de développement des forces productives nationales.

Pour cette raison, à notre avis, tout mouvement de libératio nationale qui ne tient pas compte de ce fondement et de cet objectif, peut certes lutter contre l'impérialisme, mais il ne luttera pas de cette façon pour la libération nationale.

Cela implique que, compte tenu des caractéristiques essentielles de l'économie mondiale de notre temps ainsi que des expériences déjà vécue dans le domaine de la lutte anti-impérialiste, l'aspect principal de la lutte de libération nationale est la lutte contre le néo-colonialisme. D'autre part, si nous considérons que la libération nationale exige que survienne une mutation profonde dans le processus de développement des forces productives, nous voyons que ce phénomène de "libération nationale" correspond nécessairement à une "révolution".

Ce qui importe c'est d'être conscient des conditions objectives et subjectives dans lesquelles cette révolution se fait et de connaître les formes ou la forme de lutte la plus appropriée à sa réalisation...

Il suffit de nous rappeler que nos conditions historiques actuelles-liquidation de l'impérialisme,qui par tous les moyens perpétue sa domination sur nos peuples, et consolidation du socialisme dans une partie considérable du monde-il n'y a que deux voies possibles pour une nation indépendante:retourner à la domination impérialiste (néo-colonialisme, capitalisme, capitalisme d'Etat) ou adoption de la voie socialiste. Cette option dont dépend la compensation des sacrifices et des efforts des masses populaires au cours de la lutte, est fortement influencée par la forme de combat et par le degré de conscience révolutionnaire de ceux qui la dirigent...

rôle de la petite-bourgeoisie

Mais si grand que soit le degré de conscience révolutionnaire de la petite-bourgeoisie appelé à remplir cette fonction historique, elle ne peut se libérer de cette réalité objective : la petite-bourgeoisie, comme classe des services (c,est-à-dire qui n'est pas directement incluse dans le processus de production) ne dispose pas de bases économiques lui garantissant la prise du pouvoir. En effet, l'histoire nous démontre que, quel que soit le rôle-parfois important-joué par des individus issus de la petite-bourgeoisie dans le processus d'une révolution, cette classe n'a jamais été en possession du pouvoir politique. Et elle ne pouvait L'être car le pouvoir politique (Etat) se base sur la capacité économique de la classe dirigeante et dans les conditions de la société coloniale et néo-coloniale, cette capacité est détenue par ces deux entités: le capital impérialiste et les classes laborieuses nationales.

Pour maintenir le pouvoir que la libération nationale met entre ses mains, la petite bourgeoisie a un seul chemin: laisser agir librement ses tendances naturelles d'embourgeoisement, permettre le développement d'une bourgeoisie bureaucratique, et d'intermédiaires, du cycle des marchandises, pour se tranformer en une pseudo-bourgeoisie nationale, c'est-à-dire nier la révolution et se rallier nécessairement au capital impérialiste. Or tout cela correspond à la situation néo-coloniale, c'est-à-dire, à la trahison des objectifs de libération nationale. Pour ne pas trahir ces objectifs, la petite-bourgeoisie n'a qu'un seul chemin:renforcer sa conscience révolutionnaire, répudier les tentations d'embourgeoisement et les sollicitations naturelles de sa mentalité de classe, s'identifier aux classes laborieuses, ne pas s'opposer au développement normal du processus de la révolution. Cela signifie que pour remplir parfaitement le rôle qui lui revient dans la lutte de libération nationale, la petite bourgeoisie révolutionnaire doit être capable de se suicider comme classe, pour ressusciter comme travailleur révolutionnaire, entièrement identifiée avec les aspirations les plus profondes du peuple auquel elle appartient...

Extraits de "Déclaration de principe", par Amilcar Cabral, dans "Colonies portugaises, la Victoire ou la mort", édition Tricontinental, La Havane, pp. 107-140.

le parti «de certains» québécois

(LE TROISIEME CONGRES DU P.Q. OU LA "PERSISTANCE" DES INTERETS DE CLASSES.)

FAUX PRONOSTICS:

Le congrès de la"radicalisation" :c'est de cette façon que nombre d'observateurs de la vie politique québécoise se plaisaient à qualifier d'avance le troisième congrès du Parti Québécois qui s'est tenu à Québec les 26, 27 et 28 février dernier. Après le premier test électoral qu'elle subissait avec un certain succès en avril 70 (24% des suffrages), cette formation vouée à l'objectif de l'Indépendance politique du Québec se rendait compte que la stratégie suivie avait partiellement échoué: la plupart des comtés où le PQ réussissait à faire élire un député étaient des comtés populaires, alors que la classe moyenne sur laquelle il misait ne lui donnait qu'un appui modéré: de même, malgré les efforts du leader du Parti, René Lévesque, en vue de rassurer la population anglophone et immigrée sur les conséquences pour elle de l'Option-Québec, celle-ci boudait catégoriquement le P.Q.

D'autre part, la récente crise d'octobre dont le Parti Québécois devait sortir renforcé malgré son attitude ambigüe (silence sur les objectifs du FLQ, condamnation de la violence et des excès gouvernementaux), mit en évidence les contradictions fondamentales qui as-

saillent la société québécoise: le manifeste du FLQ dénonçait les véritables oppresseurs (bourgeoisie colonialiste anglo-canadienne et bourgeoisie impérialiste américaine), et la violence de la réaction gouvernementale montrait que l'on avait visé juste et quels intérêts les pouvoirs publics défendaient.

Sous l'effet conjugué de ces deux évènements, on pouvait raisonnablement spéculer sur un certain virage à gauche du P.Q. Or, après coup, on constate que ces pronostics étaient complètement erronés. C'est au fond une réalité fodamentale qui était oubliée: la nature de classe du Parti Québécois. En sorte que les effets de la conjoncture, si agitée ait-elle pu être, ont finalement un poids bien réduit à côté de la constance des intérêts de classe que représente le PQ, ceux de la petite-bourgeoisie technocratique francophone.

L'IMPÉRIALISME, C'EST PAS "FRANÇAIS!"

Peu avant le congrès, René Lévesque donnait déjà le ton. Dans un interview à la revue "Point de Mire" il déclarait:"Si je reste (à la présidence), ce n'est pas pour voir le Parti devenir une espèce d'officine pseudo-gauchiste, comme il en pleut sur le Québec, depuis quelques temps. On va le surveiller de près ce congrès... Il y a au sein du Parti des groupes qui m'inquiètent..."L'avertissement était clair, la ligne du Parti devait être maintenue. C'est la même précaution contre une éventuelle radicalisation que le chef du PQ prenait en lançant dans son discours d'ouverture le mot d'ordre de la "persistance", nouvelle priorité du Parti, et en demandant aux délégués de "résister aux tendances du perfectionnisme à outrance". La suite des évènements devait lui donner raison. Comme par le passé, les débats butèrent sur des questions sans doute aptes à soulever les passions, mais somme toute marginales par rapport au fond du problème. Ainsi en est-il du vieux débat sur la langue d'enseignement qui depuis les premiers jours du PQ divise artificiellement les troupes indépendantistes: faudra-t-il dans un Québec souverain maintenir le financement public des institutions anglophones d'enseignement. Bien qu'un atelier du congrès ait voté l'abolition de ces subventions, la proposition fut rejetée en assemblée plénière (à 66%), grâce finalement à une intervention de René Lévesque lui-même, menaçant de démissionner si cette proposition était adoptée, et réclamant au nom du libéralisme, le respect des droits acquis et l'abandon de tout esprit revanchard.

Quand d'autres propositions, quelque peu déviantes par rapport à la ligne du parti vinrent sur le tapis (projet de nationalisation des ondes, demande de libération des prisonniers politiques Vallières et Gagnon), d'autres bonzes du Parti intervinrent et mirent tout leur poids contre l'adoption de telles propositions. Autrement dit les débats ne devaient en aucune façon outre-passer certaines limites bien précises fixées par la haute direction du Parti, ce qui interdisait de poser les vraies questions. Il est par exemple frappant de constater que l'ardeur des débats sur la langue n'a d'égal que le silence dont on entoure certains problèmes aussi fondammentaux que ceux de la dépendance économique à l'égard des Etats-Unis, et du système économique d'un Québec souverain.

PARTICIPATION DE DUPES!

En fait, ce poids croissant de la minorité dirigeante du parti ne demeurait pas inaperçu d'un grand nombre de membres de la base. Nombre de résolutions à être discutées au congrès et qui émanaient des assemblées de comtés portaient la marque d'un certain mécontentement au sujet de la démocratie interne du parti. Certains parlaient du PQ comme d'un "vieux parti qui veut l'indépendance" et où les militants ne tendent encore une fois qu'à devenir des outils d'élections.

Le comportement des dirigeants pendant le congrès, utilisant la méthode du chantage par la menace de démission si leur point de vue n'était pas accepté,

confirmait encore le bien-fondé de cette impression. Les "contestataires" eurent la chance de voir leur porte-parole en la personne d'André Laroque, ex-responsable du comité national de documentation et candidat au poste de président du Parti. Ce n'est pas bien sûr dans l'intention de déloger René Lévesque de son poste qu'il posait sa candidature, comme il l'affirmait lui-même, il entendait profiter de la publicité dont il jouirait ainsi et de la tribune qui serait offerte pour faire passer une "conception"de la vie politique. Et cette conception comportait entre autres un souci de démocratisation plus poussée de la vie interne du parti. Cependant, tant au niveau des résolutions de comtés que des propositions du candidat Laroque, cette préoccupation démocratique se traduisait par des suggestions en vue d'un réaménagement de la structure interne existante du parti:"des structures décentralisées qui permettent un contrôle réel par les membres à tous les niveaux, un exécutif national qui soit d'abord un pourvoyeur d'instruments d'éducation et d'action pour les membres, une autorité finale au congrès et au conseil national, organe suprême du parti entre les congrès" Et effectivement plusieurs propositions finalement acceptées allaient dans ce sens (institutionalisation des congrès régionnaux, par exemple).

Mais le point central demeure que ces réformes se situaient dans le cadre limité de la structure formelle du parti. Or, celle-ci ne résulte pas d'un simple choix d'efficacité, de la recherche d'un judicieux équilibre entre les dirigeants et les dirigés. Elle dépend avant tout d'un choix idéologique et dans le cas du PQ, ce choix est clair. Le même point de vue formaliste et institutionaliste qui préside à l'organisation de la vie politique bourgeoise a prévalu dans l'organisation interne du parti. Les efforts de démocratisation du PQ se résument ainsi en dernière analyse à un exercice intellectuel stérile sur une construction abstraite. C'est le schéma de la démocratie libérale classique qu'on tente d'appliquer au fonctionnement interne du parti.

Or, si dans la société globale ce schéma ne

sert en définitive que de justification idéologique à la domination de classe par celle au pouvoir, il y a fort à parier qu'un phénomène analogue réapparait au niveau du parti, et que la machine du parti travaille objectivement au service des intérêts d'une couche sociale particulière. Les modifications institutionnelles, comme celles sur lesquelles s'est penché le dernier congrès du PQ ne sont que de la poudre aux yeux face aux rapports de forces internes du PQ, et qui fait de ce parti l'instrument privilégié d'une couche sociale montante au Québec, celle de la petite-bourgeoisie technocratique. Vouloir faire du PQ, comme le prétend André Laroque, un "instrument d'expression populaire", un"multiplicateur de moyens d'expression", c'est se bercer dans de vaines illusions pseudo-réformistes.

LE P.Q. ET SA "VOIE DÉMOCRATIQUE".

Pour expliquer et en même temps justifier le maintien d'un programme politique modéré rendu possible par le contrôle des cadres dirigeants du parti, on évoque généralement l'impérieuse contrainte de l'électoralisme. Le PQ vise avant tout la prise du pouvoir par la voie électorale. Or, le choix de cette stratégie a ses propres exigences et conditionne la marge de manoeuvre disponibles dans la définitions des positions politiques. Il implique notamment que, dans l'action, l'accent ne peut être mis d'abord sur l'éveil de la conscience sociale des masses, mais plutôt sur la conquête d'un électorat. Ce jugement banal reste malgré tout fondamental.

En ce sens le plaidoyer d'André Laroque, au dernier congrès ,en faveur d'une formation accrue des militants et d'un effort de vulgarisation du programme dans les milieux populaires demeure une manifestation d'un volontarisme naif. On ne peut à la fois chercher à convaincre le plus grand nombre et poursuivre l'éducation poussée d'une couche sociale particulière, sans compter que cet effort de formation ne signifie, dans ce contexte, qu'une meilleure diffusion de l'idéologie

et du programme péquiste, dont on peut douter de la valeur formatrice. Autrement dit, ce travail d'éducation populaire dont parle Laroque, n'en est pas un en réalité, ce n'est qu'une variante du travail électoral.

Au fond, le problème que pose Laroque est tout autre: c'est celui, dans le cadre de la stratégie électoraliste, du choix tactique. Avec qui faut-il faire alliance pour gagner la prochaine élection, quels secteurs de la population faut-il "travailler" pour gonfler le 24% de suffrages obtenu aux dernières élections? En somme, ce que propose Laroque, c'est l'alliance à gauche, la pénétration des mouvements populaires comme les comités de citoyens, en d'autres termes, la récupération de la classe des travailleurs, au profit des intérêts de classe du PQ: celle-ci ne possédant pas encore (hélas!) sa propre organisation, il s'agit de tabler sur son mécontentement croissant pour en faire la base de l'appoint électoral nécessaire.

Malheureusement, d'un strict point de vue électoraliste, ce calcul peut être mis en doute. Ce serait plutôt du côté de la clientèle électorale de L'Union Nationale, vieux parti nationaliste, qu'il importe de regarder et René Lévesque semble bien en être conscient quand il laisse entendre qu'une victoire du PQ suppose la disparition d'un des vieux partis (en l'occurence l'Union Nationale). Mais cet électorat de l'Union nationale a sa propre sensibilité et serait vite effrayé et fort peu tenté par un rapprochement avec le PQ, si ce dernier s'engageait dans une voie quelque peu radicale ou socialisante. D'où la nécessité d'un politique modérée dans l'hypothèse d'une alliance à droite.

LE PARTI (de certains) QUÉBÉCOIS:

Au fond, expliquer par le seul électoralisme, le souci des dirigeants du PQ, de maintenir leur contrôle sur la machine du parti et de corriger toute déviation de la ligne politique établie, c'est se limiter à une vue superficielle des choses. Finalement, toutes

ces caractéristiques évidentes du PQ et que le dernier congrès du PQ a encore mis en lumière, forment un tout cohérent où chaque élément n'est concevable que s'il est accompagné des autres éléments. Et le phénomène essentiel qui est à la base de toute l'idéologie et de toute l'organisation du PQ et leur donne un sens, c'est son caractère de représentant d'une classe spécifique.

En fait, l'apparition et le rôle du PQ ne se comprennent que dans la mesure où on relie le phénomène Parti Québécois à l'évolution de la structure des classes,au Québec, au cours des récentes années. Le PQ est un produit nécessaire de l'histoire sociale du Québec et il aurait été impensable qu'il ait pu apparaître en 1958 aulieu , par exemple d'en 1968. C8est qu'en réalité le PQ est la continuité logique de la "révolution tranquille" (1960-1964). Cette époque marque, en effet, la fin de la suprématie politique de la petite-bourgeoisie traditionnelle (professions libérales, clergé...)qui dominait le Québec depuis 1840 et l'accession au pouvoir par la victoire libérale de 1960, d'une nouvelle couche de la petite-bourgeoisie canadienne-française, elle-même produit des changements intervenus dans la structure du mode de production capitaliste au Québec (industrialisation de l'après-guerre).

L'ambition de cette couche sociale montante était d'adapter le Québec et en particulier son Etat, aux nouvelles exigences de l'essor technologique et du capitalisme des monopoles et de rattraper le retard que le traditionalisme et l'agriculturisme des anciennes couches dirigeantes avaient provoqué. D'où une série de réformes touchant, par exemple, le système d'enseignement et l'administration publique, et la création de leviers économiques publics notamment dans le secteur financier.

Sur le plan de la lutte des classes, ces interventions publiques avaient une importante signification :elles traduisaient la recherche par la nouvelle petite-bourgeoisie technocratique d'un certain pouvoir

économique, mais ce pouvoir , elle sentait qu'elle pouvait le trouver plus facilement dans le secteur public que dans celui du secteur privé, lequel restait dominé par la bourgeoisie anglophone au service du capitalisme anglo-canadien et américain. En premier temps, celle-ci trouvait aussi son intérêt à ce que l'Etat québécois se modernise et se dote d'instruments collectifs capables de faciliter la réalisation de ses profits. Mais vint un moment donné où ses intérêts ne coïncidaient plus avec une extension toujours plus grande du secteur public, réclamée par la petite-bourgeoisie technocratique. Celle-ci se trouvait donc en contradiction avec la bourgeoisie anglophone et aussi avec une faction très minoritaire de la petite-bourgeoisie canadienne-française, gestionnaire des intérêts coloniaux et impérialistes, d'où la "réaction" des années 65-66 et le retour au pouvoir de l'union Nationale.

Mais surtout elle percevait de plus en plus que ses ambitions se trouvaient limitées par le "carcan constitutionnel" qui faisait de l'Etat québécois un demi-Etat, un Etat démuni dans le contexte fédéral des principales prérogatives économiques d'un Etat moderne . D'où la revendication d'un Etat entier, c'est-à-dire de l' indépendance politique du Québec. C'est dans ce contexte historique que l'apparition du PQ prend tout son sens et que ce parti apparaît nettement comme le porte-parole de la petite-bourgeoisie canadienne-française technocratique, frustrée dans le contexte canadien fédéral de ne pouvoir donner libre cours à ses ambitions et en lutte contre la bourgeoisie anglophone pour lui retirer ,via la constitution d'un capitalisme d'Etat, son hégémonie économique et politique.

En tant que porte-parole d'une couche particulière de la bourgeoisie au Québec, on ne peut donc pas s'attendre de la part du PQ à une remise en question fondamentale du système économique et politique dominant, ni à l'adoption dans son programme de mesures vraiment socialistes. Ce n'est donc pas par pur électoralisme que les dirigeants du PQ cherchent à défendre la ligne modérée du parti, c'est essentiellement parce que cette ligne correspond aux intérêts sociaux qu'ils représentent: par exemple, l'accent mis dans le programme du PQ sur la rôle de l'Etat dans l'économie ne reflète pas une quelquonque attitude de gauche, c'est la seule voie qui reste ouverte à la petite-bourgeoisie technocratique pour satisfaire ses ambitions, la bourgeoisie anglophone lui bloquant l'accès au secteur privé.

Ce n'est pas non plus par électoralisme que les technocrates à la Parizeau réduisent à une question d'efficacité le choix du futur système économique d'un Québec souverain: en refusant de poser le problème en termes d'une voie capitaliste ou d'une voie socialiste, ils n'aspirent qu'à devenir les intermédiaires directs et les profiteurs immédiats des miettes de l'impérialisme américain. N'aspirant qu'à supplanter la bourgeoisie anglophone fédéraliste, la petite-bourgeoisie n'a pas son intérêt non plus à puiser ailleurs que dans la pseudo- démocratie libérale son modèle d'organisation de la vie politique.

Malgré les illusions réformistes de certains, le parti, construit sur ce modèle, ne peut en aucune façon, devenir un instrument d'éducation ou un canal d'expression populaires : la prépondérance des cadres dirigeants renforcée par l'illusion démocratique, est destinée à demeurer et à maintenir dans le parti la perspective électoraliste.

Au dernier congrès du PQ, on attendait la radicalisation, mais la radicalisation ne vint pas. Il y eut bien, selon le voeu de René Lévesque, "persistance": ce fut la "persistance" des intérêts de classe.

Article paru dans "Libération Québec", publié par l'Association Générale des Etudiants Québécois en France, mars-avril 1971,pp. 8-9

Fait à remarquer, ce texte a été rédigé par un ancien organisateur du Parti Québécois dans le comté de St-Jacques, où Claude Charron a été élu député pour le P.Q....

contre la répression

Contre la répression, sous toutes ses formes, il n'y a pas de recettes pratiques, il y a certaines règles élémentaires mais avant tout, il y a notre éducation politique, l'élévation constante de notre conscience politique; celle-ci ne s'acquiert pas facilement: notre formation passe d'abord par la critique et l'auto-critique et surtout par la pratique consciente, par l'identification du subjectif à l'objectif.

C'est en autant que nous serons devenus des militants conscients des conditions dans lesquelles ils travaillent et des exigences du militantisme qu'il nous sera possible de résister et de surmonter les obstacles; la répression est l'un de ces obstacles, mais actuellement secondaire au regard du niveau de conscience de la classe ouvrière et des militants qui veulent y oeuvrer.

La répression vise à court terme à briser l'action violente de certains groupes; mais elle vise surtout, à long terme, à rendre impossible la mobilisation révolutionnaire des travailleurs; pour cela, l'outil essentiel de la répression est la recherche systématique de renseignements concernant les militants travaillant à l'organisation de la classe ouvrière et concernant les bases matérielles et structurelles des mouvements où se regroupent ces militants.

1) Face à cela, certaines règles sont à suivre dans l'organisation:

1.En principe, tous les téléphones sont "tapés" :donc, s'en servir le moins possible, et surtout pas de noms, numéros de téléphones ou adresses.

2.Les carnets personnels ne doivent contenir aucun nom de militant (s'ils ne sont pas répertoriés dans le bottin, il est possible de les conserver avec un peu d'imagination.)

3.Seuls les imprimés ayant subi un contrôle politique sont sûrs; nous ne devons conserver aucun renseignement sur le travail pratique d'un militant (noms, lieux, tactique, etc.)

4. Les réunions de militants devraient avoir lieu hors du local dans la mesure du possible.

2)Ce qu'il faut savoir en cas d'intervention policière:

Voici quelques indications fort utiles préparées en vue de vous informer de vos droits. Sachez que la pocice respecte rarement la loi dans certaines situations. Lisez attentivement ces conseils, gardez-les en mémoire:VOUS NE CONNAISSEZ PAS LE MOMENT OU VOUS EN AUREZ BESOIN.. Ces informations ont été préparées avec l'aide d'un avocat, d'un criminaliste et d'un juge.

1.Arrestation et identification.

Un policier peut vous arrêter sans mandat dans certains cas (i.e. s'il vous prend en flagrant délit ou s'il a un motif raisonnable ou probable de croire que vous avez ou que vous êtes sur le point de commettre une offense quelquonque). En toute occasion demandez-lui poliment pourquoi il vous arrête, il doit le dire. Suivez-le ensuite. Si l'arrestation est illégale,vous pourrez toujours poursuivre plus tard. UN policier ne peut vous obliger à vous identifier si vous n'êtes pas en état d'arrestation;c'est votre droit strict de refuser(sauf pour un conducteur dans son véhicule et pour refus de justifier sa présence dans un lieu public).

2.Interrogatoire.

Si le policier vous demande simplement de l'accompagner pour interrogatoire (c'est souvent le cas), refusez.Si vous acceptez, vous ne pourrez pas par la suite vous plaindre d'arrestation illégale et poursuivre le policier.

3. Mandat.

Si le policier vous arrête avec mandat, demandez de lire

ce mandat pour en vérifier minutieusement la teneur, avant de le suivre. Assurez-vous toujours avant de suivre un policier s'il est porteur d'un mandat ou d'une sommation. Dans le cas d'un mandat, vous êtes obligés de le suivre, ce qui n'est pas le cas lorsqu'il s'agit d'une sommation. De plus, si le policier est porteur d'une sommation, il doit vous en remettre une copie et n'a pas le droit de vous demander de le suivre pour fins d'interrogatoire.

4.Retenez le numéro de tout policier qui vous injurie, vous moleste ou vous arrête. Mémorisez le plus de détails possibles; ils pourront vous être utiles au moment de votre procès. Si il y a des témoins, prenez leurs noms, numéros de téléphones et leur adresse.

5. Aussitôt que possible, et avec insistance répétée,exigez de communiquer avec votre avocat, votre famille ou un ami. L'avocat peut avoir avec vous une entrevue,seul, sans témoin. Les parents et amis ne le peuvent pas. Mais attention à ce que vous dites au téléphone:toutes les lignes du quartier de détention de la police de Montréal sont tapées. Entre autres, ne mentionnez jamais au téléphone que vous avez été battu, molesté,etc...demandez simplement à votre avocat de venir vite!

6.Si on vous questionne, vous pouvez ne pas répondre et dire: "Je ne veux pas répondre avant d'avoir vu mon avocat". C'est mieux de rester muet. Outre les questions d'usage comme le nom, la profession, l'identification, l'âge ou autre, la police n'est pas en droit de vous interroger.

7. La police ne peut rien vous offrir ou vous promettre en échange de renseignements, encore moins vous menacer. Normalement, dénoncer les autres ne peut jamais vous aider plus tard à votre procès, si la justice suit son cours.

8. Empreintes et photos.

........Lors d'une arrestation, la police a le droit de prendre vos empreintes digitales et votre photo que lorsqu'il s'agit d'une offense d'ordre criminel, dans tous les autres cas, elle n'est pas en droit de le faire...mais le fait toujours, c'est une "routine" dans tous les postes de police. Si vous n'avez pas été arrêté pour un motif d'ordre criminel, refusez qu'on vous les prenne et même résistez. On les prendra quand même! Vous pourrez par la suite porter une accusation d'assaut (accusation d'ordre criminel) et exiger de votre avocat qu'il envoie une mise en demeure de détruire votre dossier au Ministère de la Justice à Ottawa, à

la R.C.M.P.,au Ministère de la Justice à Québec, à la Sûreté Provinciale et à la Police de Montréal.

9. Ayez en mémoire le nom et le numéro de téléphone d'un avocat que vous pourrez rejoindre en cas de besoin.

3)Notre attitude devant les policiers.

Elle doit être politique et se résume à trois qualités qui doivent être constantes chez les militants:

- être ferme, franc et solidaire.

En toutes circonstances, le premier souci d'un policier est de personnaliser et d'individualiser le rapport entre lui et celui qu'il interroge.Cela n'a qu'un but: provoquer la communication et amener l'interrogé à parler, de n'importe quoi, mais parler le plus possible, le"dialogue" mène à tout...Après cela, tout devient facile et possible: confronter le militant ou lui faire avouer n'importe quoi, accumuler des renseignements ou lui "faire peur".

Pour éviter d'être mis ne confrontation et ainsi perdre vos chances de sortir rapidement : RESTEZ MUETS ET NE MENTEZ JAMAIS!

Pour éviter d'être pris à raconter votre vie (et un peu plus), tenez vous en aux questions d'usage et,SOYEZ FERMES ladessus, exigez de voir votre avocat.

Pour éviter de mettre dans le trouble des camarades et pour donner à ceux qui sont libres le plus de chances de vous sortir de là, soyez SOLIDAIRES avec eux et tenez vous en à ces règles.

ABONNEMENT

La revue MOBILISATION paraît six à sept fois par année.

Elle contient des analyses d'expériences politiques, des textes de formation et des dossiers sur certaines luttes ouvrières particulièrement significatives.

L'abonné s'engage à payer la somme de $2.50 pour six et $0.40 pour chaque exemplaire supplémentaire (frais de poste compris).

Envoyez votre montant (mandat de poste) à:

adresse: mobilisation
370 a Duluth
Montréal